

CHRONIQUE

La refonte du règlement général sur la comptabilité publique. Incidences pour les collectivités locales 2
Jean-Luc Girardi

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Comment apprécier la notion de conseiller municipal intéressé ? 10
Conclusions Alexandre Lallet
CE 26 octobre 2012, Département du Haut-Rhin

Le maire qui a consenti une ou plusieurs délégations à des conseillers municipaux peut-il retirer ou abroger une délégation consentie à un adjoint sans procéder au préalable au retrait des délégations consenties aux conseillers municipaux ? 14
Conclusions Vincent Daumas
CE Avis 14 novembre 2012, M. H.

Quel doit être le degré de précision de la note de synthèse ? 18
Conclusions Xavier de Lesquen
CE 14 novembre 2012, Commune de Mandelieu-la-Napoule

Un élu mandataire d'une commune dans une SEM peut-il être considéré comme intéressé lorsqu'il délibère sur un projet de convention portant attribution à cette société d'un marché public, d'une délégation de service public ou d'une convention d'aménagement ? 23
Conclusions Gilles Pellissier
CE 10 décembre 2012, M. A.

Dans quelle mesure les nouvelles technologies de l'information peuvent-elles être utilisées pour assurer l'information des conseillers généraux ? 28
Conclusions Maud Vialettes
CE 12 décembre 2012, Association sauvegarde et promotion du pays rural Saint-Lois

• État

Peut-on annuler une autorisation d'urbanisme commercial pour incompatibilité avec un schéma de cohérence territoriale ? 31
Conclusions Gaëlle Dumortier
CE 12 décembre 2012, Société Davalex
CE 12 décembre 2012, Société Abrédis

• Compétences des collectivités locales

À quelles conditions peut-on céder un immeuble à l'euro symbolique ? 40
Conclusions Jean-Michel Laso
TA Nice 15 janvier 2013, M. M. c/ Ville de Nice

• Domaines public et privé des collectivités locales

Une autorisation d'occupation du domaine public peut-elle être orale ? 47
Conclusions Samuel Deliancourt
CAA Marseille 18 décembre 2012, M. S.

Le principe de la liberté du commerce et de l'industrie s'oppose-t-il à ce qu'un maire refuse une demande d'autorisation d'un photographe professionnel afin de procéder à des clichés d'œuvres d'art de la collection du musée municipal ? 54
Conclusions Nathalie Escout
CE 29 octobre 2012, Commune de Tours

Quels éléments permettent de définir l'affectation à l'usage du public d'un chemin rural ? 58
Conclusions Benoît Bohnert
CE 3 décembre 2012, M. et Mme L.

• Organismes de coopération et de regroupement

Qui est compétent pour définir l'intérêt communautaire d'une compétence transférée à une communauté de communes ? 61
Conclusions Maud Vialettes
CE 12 décembre 2012, Communauté de communes Lodevois et Larzac

• Collectivités locales à statut particulier

En Polynésie française, l'État exerce-t-il une compétence exclusive pour régir ses agents publics, fonctionnaires et contractuels, et notamment pour décider, en conséquence, de doter ces derniers, ou non, d'un statut ? 66
Observations Jean-Paul Pastorel
CE Avis 12 novembre 2012, Polynésie française

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Délibération relative aux modalités d'organisation du service d'accueil des élèves des écoles maternelles et élémentaires 79

CHRONIQUE

De la cession amiable d'un bien immobilier à titre gratuit entre collectivités locales. Adrien Rabier82

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

Peut-on accorder des subventions à des congrégations religieuses pour l'amélioration du chauffage de leurs bâtiments sans violer la loi de 1905 ?87

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 26 novembre 2012, Communauté des bénédictins de l'abbaye de Saint Joseph de Clairval

CE 26 novembre 2012, ADEME c/ Communauté des bénédictins de l'abbaye de Saint Joseph de Clairval

CE 26 novembre 2012, ADEME c/ Communauté de la Chartreuse de Portes

Quelles sont les conditions de retrait d'une décision accordant un avantage mais entachée d'une erreur matérielle ?98

Conclusions Alexandre Lallet

CE 7 janvier 2013, M. D.

Quelles sont les clauses licites dans les contrats d'assurance souscrits par les collectivités territoriales pour couvrir les risques encourus par leurs agents ?104

Conclusions Gilles Pellissier

CE 28 janvier 2013, Commune de Tullins

Une collectivité territoriale peut-elle acheter des places pour un match de football sans passer un marché après publicité et mise en concurrence ?110

Conclusions Gilles Pellissier

CE 28 janvier 2013, Département du Rhône

• Fonction publique territoriale

Peut-on prévoir un délai de préavis contractuel en cas de licenciement plus long que celui fixé par les textes ?117

Conclusions Damien Botteghi

CE 6 février 2013, Mme C.

• Finances publiques locales

Le département de la Seine-Saint-Denis avait-il conscience des risques portés par les emprunts structurés qu'il contractait ?125

Observations Xavier Cabannes

TGI Nanterre 8 février 2013, Département de la Seine-Saint-Denis c/ Société Dexia Crédit Local « Fixil », Département de la Seine-Saint-Denis c/ Société Dexia Crédit Local « Dualys Optimise », Département de la Seine-Saint-Denis c/ Société Dexia Crédit Local « Dual »

• Organismes de coopération et de regroupement

Quelles sont les modalités de retrait d'une commune d'un syndicat du fait de la création d'une communauté d'agglomération ?133

Conclusions Vincent Daumas

CE 21 novembre 2012, Communauté d'agglomération Sophia-Antipolis et autres

• Élections

Les fonctions d'assesseur de bureau de vote sont-elles au nombre des fonctions qui sont dévolues aux élus locaux par les lois au sens de l'article L. 2121-5 du CGCT ?140

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 26 novembre 2012, Ministre de l'Intérieur et autres c/ Mme Josiane B.

CE 26 novembre 2012, Ministre de l'Intérieur et autres c/ Mme Henri D.

• Contentieux des collectivités locales

À quelles conditions un établissement commercial est-il recevable à contester devant le juge une autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement ?147

Conclusions Xavier de Lesquen

CE 30 janvier 2013, Société Nord Broyage

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention type intercommunale de coordination de la police municipale et des forces de sécurité de l'État. 161

CHRONIQUE

La notion de détenteur de déchets selon les juges judiciaire et administratif164
Emmanuel Salaun

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Le maire peut-il retirer sa délégation à un adjoint en cas de différend politique ou personnel, dès lors qu'il est public ou notoire et qu'il compromet la relation de confiance entre eux ?168
Conclusions Olivier Rousset
CAA Paris 29 janvier 2013, M. Roger C.

Que faut-il entendre par organisme intercommunal compétent en matière d'urbanisme pour la constitution du groupe de travail chargé de l'élaboration du règlement local de publicité ?174
Conclusions Béatrice Bourgeois-Machureau
CE 13 février 2013, Union pour la publicité extérieure (UPE)

• Actes des collectivités locales

L'incompétence de la commission d'appel d'offres sortante d'un syndicat mixte pour conclure un contrat, à la suite des élections municipales, peut-elle être régularisée avant d'entraîner sa résolution ?179
Conclusions Gilles Pellissier
CE 7 janvier 2013, Syndicat mixte Flandre Morinie (SMFM)

• État

Dans quelle mesure un refus d'accorder des autorisations ou concessions portant sur la construction de nouveaux ouvrages peut-il se fonder sur les orientations d'un SDAGE ?187
Conclusions Xavier de Lesquen - Observations Julien Martin
CE 30 janvier 2013, SNC Pervu

• Compétences des collectivités locales

Quelles sont les obligations de notification du dépôt en mairie du dossier d'enquête parcellaire d'un expropriant aux propriétaires concernés ?192
Conclusions Suzanne Von Coester
CE 13 février 2013, M. B. et autres

• Organismes de coopération et de regroupement

Y a-t-il lieu de renvoyer au Conseil constitutionnel les questions prioritaires de constitutionnalité invoquées à l'encontre de l'article L. 5211-19 du CGCT et du II de l'article 60 de la loi du 16 décembre 2010 ?196
Conclusions Vincent Daumas
CE 30 janvier 2013, Commune de Maing

Le statut d'un syndicat peut-il être assimilé à un contrat ? 196
Conclusions Vincent Daumas
CE 30 janvier 2013, Commune de Puyravault

Le recours gracieux formé par un syndicat contre une mesure prise contre un agent peut-il proroger le délai du recours contentieux dont dispose ce dernier contre cette décision ?206
Conclusions Vincent Daumas
CE 4 février 2013, Ministre de l'Intérieur c/ Commune de Vaulnaveys-le-Haut

• Contentieux des collectivités locales

Le Conseil d'État est-il compétent pour connaître en appel de l'arrêté préfectoral supprimant le sectionnement électoral d'une commune ?213
Conclusions Nathalie Escaut
CE 22 janvier 2013, Commune de Cran-Gevrier

Le contentieux en annulation des titres exécutoires émis par un centre de gestion de la fonction publique territoriale pour le recouvrement de la contribution due par une collectivité territoriale relève-t-il de la compétence d'appel des cours administratives d'appel ?217
Conclusions Gaëlle Dumortier
CE 23 janvier 2013, M. Jean Michel G.

Le juge peut-il opérer une substitution d'office sans avoir invité les parties à faire valoir leurs observations sur le motif qu'elle a retenu ?220
Conclusions Vincent Daumas
CE 4 février 2013, Commune de Molières-sur-Cèze
CE 4 février 2013, Section de commune de Brousse et Selves

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Permis de détention d'un chien de première ou deuxième catégorie237

CHRONIQUE

Entre autonomie et indépendance, existe-t-il des formes politiques intermédiaires ?240

Marc Debène - Alain Moyrand

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

La commune doit-elle justifier de la communication en temps utile, aux conseillers municipaux, des pièces et documents nécessaires à leur information sur l'affaire faisant l'objet de la délibération ?247

Conclusions Samuel Deliancourt

CAA Marseille 26 mars 2013, Association Perspective - Avenir - Information - Synergie (PAIS)

• État

Existe-t-il un délai maximum entre la notification de mise à l'arrêt d'une installation classée et la cessation d'activité entraînant la libération des terrains ?257

Conclusions Suzanne Von Coester

CE 20 mars 2013, Ministre de l'Écologie et du développement durable c/ Société Manurhin Défense

• Compétences des collectivités locales

Quel est le champ d'application de la réglementation du lotissement ?261

Conclusions Alexandre Lallet - Observations Jérôme Tremeau

CE 20 février 2013, Buiret

• Domaines public et privé des collectivités locales

Un maire peut-il accorder une décote sur la valeur locative de locaux mis à disposition d'une association pour la fondation et l'entretien d'une salle de prières ?267

Conclusions Jean-Michel Laso

TA Nice 26 mars 2013, Association de défense de la la

• Finances publiques locales

L'illégalité des agissements connexes d'une collectivité territoriale ou d'un EPCI prive-t-elle sa contestation d'une dépense de son caractère sérieux ?272

Observations Xavier Cabannes

CRC d'Auvergne, Rhône-Alpes 24 janvier 2013, Commune de Vienne

Toutes les phases de la nouvelle procédure de jugement des comptes des comptables publics patents sont-elles contentieuses et quels sont les rôles respectifs du siège et du ministère public dans cette procédure ?272

Observations Xavier Cabannes

CRC d'Auvergne, Rhône-Alpes 26 mars 2013, Communauté d'agglomération de Vichy Val d'Allier

Une communauté de communes doit-elle justifier de la réalité de l'envoi aux membres de son conseil de la convocation dans le délai de cinq jours francs ? ..280

Conclusions Xavier de Lesquen - Observations Jean-Luc Girardi

CE 5 avril 2013, Parquet général près la Cour des comptes

• Organismes de coopération et de regroupement

Quel est le régime de l'exception d'illégalité d'un arrêté de mise en demeure de respecter les conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée ?291

Conclusions François Beroujon

TA Lyon 31 janvier 2013, Association de défense du citoyen face aux taxes divers d'État et intercommunales (ADC) et M. Jean-Pierre Dopler c/ Communauté de communes du pays de Charlieu

• Contentieux des collectivités locales

CE 20 mars 2013, Ministre de l'Écologie et du développement durable

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Arrêté municipal portant réglementation du régime de priorité au carrefour entre voies communales par la mise en place d'une signalisation dite « stop » en agglomération.313

CHRONIQUE

- Les collectivités territoriales peuvent-elles être des actionnaires ordinaires ?**316
Anémone Cartier-Bresson

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

- Cour cass. civ. 21 mars 2013, Le maire doit-il obtenir l'autorisation préalable du conseil municipal pour faire surenchère ?

• Police administrative

- Peut-on interdire le chauffage au gaz ou à l'électricité des terrasses de café à Paris ?**326
Observations Seydou Traoré
TA Paris 24 janvier 2013, Comité français du butane et du propane et Association française du gaz

• Domaines public et privé des collectivités locales

- Le département peut-il être propriétaire des ouvrages de génie civil liés aux réseaux de télécommunications dès leur achèvement ?**332
Conclusions Samuel Deliancourt
CAA Marseille 16 octobre 2012, Société France Télécom

- La volonté de l'administration suffit-elle à incorporer un bien au domaine public ?**341
Conclusions Jean-Michel Laso
TA Nice 6 mars 2013, Centre hospitalier de Menton La Palmosa

• Fonction publique territoriale

- À quelles conditions le maintien des contrats de travail, en cas de reprise d'une entité de droit privé par un service public administratif, ne méconnaît-il pas le principe d'égal accès aux emplois publics ?**345
Conclusions Édouard Crépey
CE S. du Contentieux 8 mars 2013, Syndicat des cadres de la fonction publique

- Le juge peut-il enjoindre une collectivité de nommer un agent de retour de détachement sur le premier emploi correspondant à son grade vacant en son sein ?**356
Conclusions Maud Vialettes
CE 13 mars 2013, Département de la Moselle c/ M. Alix

• Finances publiques locales

- Le rattachement par l'INSEE d'une commune à une unité urbaine s'impose-t-il au préfet en matière d'attribution de la dotation de solidarité rurale ?**360
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
CE 20 mars 2013, Ministre de l'Intérieur c/ Commune de Cysoing

• Contentieux des collectivités locales

- Une collectivité territoriale peut-elle rechercher la responsabilité d'un centre de gestion en cas de procédure disciplinaire irrégulière ?**364
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
CE 26 novembre 2012, Commune de Nogent-sur-Marne

- La responsabilité du SDIS peut-elle être engagée en cas de non-respect des règles du règlement opérationnel ?** 369
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
CE 26 novembre 2012, M. T.

- La lettre par laquelle un maire annonce la fermeture prochaine d'une école fait-elle grief ?**374
Conclusions Sébastien Degommier
CAA Nantes 20 décembre 2012, Commune de Chouzé-sur-Loire c/ Mme Peyrinet et autres

- Dans quel cas peut-on introduire un recours en interprétation ?**377
Conclusions Maud Vialettes
CE 13 mars 2013, Département de Tarn-et-Garonne

- Un lien relativement faible et ancien avec une partie constitue-t-il une raison sérieuse de douter de l'impartialité de l'expert ?**381
Conclusions Gilles Pellissier
CE 19 avril 2013, Centre hospitalier d'Alès-Cévennes

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

- Arrêté fixant le règlement du marché communal**397

CHRONIQUE

La cité constitutionnelle : définition d'un principe, affirmation d'une exception.....400

Frédéric Dieu

JURISPRUDENCE

• État

Le principe de précaution doit-il être pris en compte dans l'appréciation de l'utilité publique d'un projet ?.....408

Conclusions Alexandre Lallet - Observations Élise Carpentier

CE Ass. 12 avril 2013, Association coordination interrégionale Stop

THT et autres

• Police administrative

Quelle est la différence entre une enseigne et une pré-enseigne de publicité ?.....438

Conclusions Damien Botteghi

CE 4 mars 2013, Société Pharmacie Matignon

Quelles sont les incidences du principe général de prescription trentenaire de l'obligation de remise en état du site siège d'une installation classée ?.....443

Conclusions Suzanne von Coester

CE 12 avril 2013, SCI du Chalet des Aulnes

• Collectivités locales à statut particulier

La réinscription de la Polynésie française sur la liste des pays à décoloniser, une nouvelle étape des relations avec l'État français ?.....447

Observations Jean-Paul Pastorel

Assemblée générale des Nations Unies. Résolution adoptée sans vote du 17 mai 2013 affirmant « le droit inaliénable de la population de la Polynésie française à l'autodétermination et à l'indépendance » et reconnaissant que « la Polynésie française reste un territoire non autonome au sens de la charte »

• Élections

Quel est l'office du juge de l'élection depuis l'intervention de la loi du 14 avril 2011 ?.....452

Conclusions Damien Botteghi

CE 19 juin 2013, Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques c/ M. Ouzoulias

• Contentieux des collectivités locales

Peut-on admettre en appel un moyen nouveau tiré de l'enrichissement sans cause procuré par l'illégalité d'un acte administratif unilatéral ?.....459

Conclusions Alexandre Lallet - Observations Benoît Delaunay

CE 15 mai 2013, Commune de Villeneuve-lès-Avignon

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de convention (pluri)annuelle d'objectifs.....475

CHRONIQUES DOSSIER SPÉCIAL LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT À L'ÉGARD DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Avant-propos480

François Lichère

La responsabilité contractuelle de l'État dans ses relations avec les collectivités locales481

Jean Grataloup

La responsabilité de l'État vis-à-vis des collectivités territoriales en matière d'urbanisme485

Bernard Poujade

La responsabilité de l'État en matière de contrôle de légalité492

Jean-Marc Maillot

La responsabilité de l'État en matière sociale497

Sandrine Serpentier Linares - Jean-Christophe Ranc

La responsabilité de l'État en matière de transferts aux collectivités territoriales501

Éric Oliva

La responsabilité de l'État à l'égard des collectivités locales en matière fiscale509

Pierre Collin - Régis Serpentier

Conclusion. La responsabilité de l'État à l'égard des collectivités territoriales514

Mattias Guyomar

CHRONIQUE

Les officiers d'état civil et le mariage entre personnes de même sexe : quelle opposition, quelle objection de conscience ?517

Frédéric Dieu

JURISPRUDENCE

• État

À quelle date l'appréciation sommaire des dépenses qui figure au dossier de l'enquête publique doit-elle être faite ?525

Conclusions Jean-Michel Laso

TA Nice 14 mai 2013, M. L.

• Police administrative

Un maire peut-il, sur le fondement de l'article L. 2212-2 du CGCT, prendre une mesure permanente et définitive d'interdiction d'habitation d'un immeuble à cause d'un risque de crue ?529

Conclusions Camille Vinet

CAA Lyon 18 avril 2013, M. D.

• Contentieux des collectivités locales

La signature du contrat de cession d'une dépendance du domaine public fait-elle obstacle à l'exercice d'un référé-suspension contre la décision de signer le contrat ?532

Conclusions Nathalie Escaut et Observations - Julien Martin

CE 29 avril 2013, Syndicat d'agglomération nouvelle du Val d'Europe
et commune de Chessy

L'irrecevabilité d'une requête non motivée dans le délai de recours est-elle couverte par la production d'un mémoire complémentaire à la suite d'une mise en demeure de la juridiction ?540

Conclusions Bertrand Dacosta

CE 15 mai 2013, M. D.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Mise en demeure en cas d'abandon de poste552

CHRONIQUE

La police administrative et le contrôle de la liberté vestimentaire : la question de « l'habillement minimum » ...556
Claire Bosseboeuf

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

À qui incombe la preuve de l'envoi de la convocation et de la notice explicative de synthèse aux conseillers municipaux ?561
Conclusions Vincent Daumas
CE 5 juillet 2013, Commune d'Ozoir-la-Ferrière

• État

La seule présence d'un barrage justifie-t-elle un refus d'autorisation déposée au titre de la loi sur l'eau pour la réalisation de golfs et d'un complexe hôtelier ?565
Conclusions Samuel Deliancourt
CAA Marseille 25 juin 2013, SAS Sainte Eulalie Development

Une société exploitant un commerce situé hors de la zone de chalandise d'un futur projet soumis à autorisation est-elle recevable à le contester ?576
Conclusions Rémi Keller
CE 3 juillet 2013, Société Brico Dépôt

• Compétences des collectivités locales

Peut-on exciper de l'illégalité de la procédure d'abandon manifeste d'une parcelle à l'occasion d'un contentieux dirigé contre la déclaration d'utilité publique ?579
Conclusions Jean-Michel Laso
TA Nice 14 mai 2013, Consorts G.

Le conseil municipal est-il compétent pour organiser la mise à disposition de ses terrains communaux à vocation agricole ?583
Conclusions Vincent Daumas
CE 22 mai 2013, Commune des Hermaux — M. P.

Un plan local d'urbanisme peut-il fixer la surface minimale à construire ainsi que le nombre et le type de logements exigés ?586
Conclusions Xavier de Lesquen
CE 26 juin 2013, M. N.

• Fonction publique territoriale

Quelles sont les conséquences d'un défaut d'entretien préalable à une décision de non-renouvellement d'un contrat de travail d'un agent public non titulaire ?593
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
CE 26 avril 2013, M. Frédéric C.

Quelle est l'autorité compétente pour se prononcer sur une demande de maintien en activité d'un agent faisant l'objet d'un détachement ?598
Conclusions Benoît Bohnert
CE 3 juin 2013, M. A.

Un fonctionnaire pris en charge peut-il se voir refuser l'inscription au tableau d'avancement de l'instance de gestion compétente au seul motif qu'il est pris en charge ?603
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
CE 12 juin 2013, Centre national de la fonction publique territoriale c/ M. Thierry Cottin

• Finances publiques locales

La participation pour voirie et réseau est-elle due pour l'extension d'une construction existante ?609
Conclusions Guillaume de la Taille Lolainville
CAA Bordeaux 28 mai 2013, M. et Mme Claude Rubens

• Organismes de coopération et de regroupement

Une commune peut-elle transférer sa contribution au budget du service départemental d'incendie et de secours à un établissement public de coopération intercommunale dont elle est membre ?617
Conclusions Vincent Daumas
CE 22 mai 2013, Communauté de communes Val-de-Garonne

• Contentieux des collectivités locales

Quelles sont les obligations du maire dans la signalisation du danger qu'encourt le skieur en quittant la piste de la station pour le hors-piste ?622
Conclusions Fabienne Lambolez
CE 31 mai 2013, Consorts F.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention-type de partenariat et de mutualisation relative à la formation des agents d'un groupement d'intérêt public636

CHRONIQUES :
DOSSIER SPÉCIAL
COLLOQUE « COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES : ÉCLAIRAGES
AUTOUR DE QUELQUES QUESTIONS »

Le département : une collectivité à abattre ?640

Isabelle Muller-Quay

La fin de la clause générale de compétence ?645

Martine Long

Les EPCI à fiscalité propre, fossoyeurs des communes ? .651

Marie-Christine Steckel-Assouere

Les élus locaux entre attrait et répulsion des normes :

un jeu duplice ?655

Benoît Mercuzot

JURISPRUDENCE

• **Organes des collectivités locales**

Le juge peut-il annuler l'arrêté préfectoral portant création
d'une commune nouvelle en lieu et place de communes
contiguës au motif de l'illégalité des délibérations
des communes ?659

Conclusions Gilles Armand

TA Rouen 18 juin 2013, Association Bihorel avec vous

• **État**

La commission nationale d'aménagement commercial
peut-elle prendre en compte, lorsque l'effet du projet
sur les flux de transport ne pourra être absorbé dans
des conditions satisfaisantes par les infrastructures
existantes, des aménagements projetés pour ces
infrastructures ?685

Conclusions Gaëlle Dumortier

CE 23 septembre 2013, Confédération pour les entrepreneurs
et la préservation du pays du bassin d'Arcachon

• **Fonction publique territoriale**

Un protocole d'accord signé avec des organisations
syndicales a-t-il une portée juridique ?691

Conclusions Vincent Daumas

CE 1er octobre 2013, Fédération Interco CFDT

• **Collectivités locales à statut particulier**

L'arrêté du 20 mai 1964 de l'administrateur supérieur
portant organisation des circonscriptions administratives
du territoire des îles Wallis et Futuna est-il inexistant ? 695

Conclusions Olivier Rousset

CAA Paris 18 juin 2013, M. Nivaletto F.

• **Contentieux des collectivités locales**

Un conseiller général a-t-il intérêt à agir ès qualités contre
la décision du président du conseil général de lancer
une campagne de communication ?701

Conclusions Olivier Rousset

CAA Paris 18 juin 2013, M. J.-P. Jacques M.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Arrêté portant commissionnement en matière d'infraction
d'urbanisme717

CHRONIQUES : DOSSIER SPÉCIAL COLLOQUE « COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : ÉCLAIRAGES AUTOUR DE QUELQUES QUESTIONS »

| | |
|--|-----|
| Filtrer le moustique et laisser passer le chameau : le contrôle de légalité aujourd'hui ? | 720 |
| Bernard Poujade | |
| La régularité des marchés publics locaux : quelle efficacité des procédures de contrôle ? | 724 |
| Olivier Gabarda | |
| Chambres régionales des comptes : quelle efficacité du contrôle de la gestion ? | 729 |
| Stéphanie Damarey | |
| L'investissement local est-il surévalué ? | 735 |
| Robert Hertzog | |
| Collectivités territoriales et emprunts toxiques : où en est-on ? | 741 |
| Xavier Cabannes | |
| Rapport de synthèse | 747 |
| Arnaud Haquet | |

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

| | |
|--|-----|
| Le maire d'une commune, saisi d'une demande d'abrogation d'un document d'urbanisme, qu'il estime non fondée, est-il compétent pour y statuer, ou est-il tenu d'en saisir le conseil municipal ? | 750 |
| CE Avis 2 octobre 2013, Mme V. | |

• Domaines public et privé des collectivités locales

| | |
|--|-----|
| Des biens revenant en fin de contrat au concédant moyennant le versement au concessionnaire d'une indemnité égale à leur valeur nette comptable sont-ils des biens de retour dont la charge fiscale incombe audit concédant ? | 752 |
| Conclusions Jean-Michel Laso | |
| TA Nice 16 juillet 2013, Association syndicale libre Remana et M. Daniel P. | |

• Finances publiques locales

| | |
|--|-----|
| L'arrêté du 20 mai 1964 de l'administrateur supérieur portant organisation des circonscriptions administratives du territoire des îles Wallis et Futuna est-il inexistant ? | 757 |
| Conclusions Benoît Bohnert | |
| CE 21 octobre 2013, Ministre du Budget c/ SA SEMIDEP | |

• Organismes de coopération et de regroupement

| | |
|---|-----|
| Un EPCI peut-il changer la dénomination d'un musée mis à disposition par une commune ? | 763 |
| Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher | |
| CE 1er août 2013, Danielle P. | |

• Contentieux des collectivités locales

| | |
|--|-----|
| Le liquidateur judiciaire d'une association créée par une commune peut-il s'opposer à la prescription de la créance née, pour l'association, à compter de la survenance du dommage allégué, au seul motif de sa date de désignation ? | 769 |
| Conclusions Vincent Daumas | |
| CE 1er octobre 2013, Me Claude F., ès qual. de liquidateur de l'association Comité des fêtes, des arts et des sports de la ville de Nice | |
| Une collectivité locale peut-elle porter plainte pour diffamation ? | 774 |
| CC décision n° 2013-350 QPC 25 octobre 2013, Commune du Pré-Saint-Gervais | |

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

| | |
|---|-----|
| Demande de dérogation à l'urbanisation limitée au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme dans une commune non couverte par un schéma de cohérence territoriale | 789 |
|---|-----|

CHRONIQUE

Le rapport de la Cour des comptes sur les finances publiques locales792

Thibault Deloye

JURISPRUDENCE

• État

La jurisprudence «Ocréal-Danthonny» s'applique-t-elle à la procédure d'enquête publique ?796

Conclusions Maud Vialettes

CE 3 juin 2013, Commune de Noisy-le-Grand

• Compétences des collectivités locales

La circonstance que les plans fournis par le pétitionnaire800

Conclusions Maud Vialettes

CE 3 juin 2013, Commune de Lamastre

Le maire peut-il s'opposer à des travaux tendant à la pose d'une antenne de téléphonie mobile ?808

Conclusions Béatrice Bourgeois-Machureau

CE 21 octobre 2013, Société Orange France

• Fonction publique territoriale

Le titulaire d'un emploi fonctionnel qui, à la fin de son détachement, opte pour le versement d'une indemnité de licenciement, peut-il être considéré comme involontairement privé d'emploi ?815

Conclusions Bertrand Dacosta

CE 6 novembre 2013, Commune de Peymeinade

Un contrat à durée déterminée conclu par un collaborateur de groupe d'élus peut-il être transformé en contrat à durée indéterminée ?820

Conclusions Gilles Pellissier

CE 6 novembre 2013, Département du Haut-Rhin

• Finances publiques locales

Le délai de prescription quadriennale est-il interrompu par une demande d'expertise formulée après un recours devant une juridiction incompétente ?828

Conclusions Jean-Michel Laso

TA Nice 19 novembre 2013, Compagnie Aviva Assurances c/

Commune de Mougins

• Collectivités locales à statut particulier

La taxe sur les infrastructures électriques et de télécommunications aériennes a-t-elle été instituée régulièrement par la collectivité de Saint-Barthélemy ? 834

Conclusions Édouard Crépey - Observations Renaud Bourget

CE 16 octobre 2013, EDF SA France Telecom

Une loi du pays qui entend limiter à terme à 50 % la part de la production d'électricité issue des énergies renouvelables contrôlée directement ou indirectement par un même opérateur est-elle légale ?844

Conclusions Édouard Crépey - Observations Jean-Paul Pastorel

CE 16 octobre 2013, SA Électricité de Tahiti

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle d'arrêté municipal pour l'instauration d'une limitation de tonnage des véhicules868